

(N° 339.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 JUIN 1924.

Projet de loi

approuvant l'accord additionnel conclu à Paris le 14 décembre 1923, avec la France, pour étendre aux titres au porteur les dispositions de l'Arrangement Franco-Belge du 9 octobre 1919 concernant la réparation des dommages de guerre.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Aux termes de l'Arrangement conclu le 9 octobre 1919 entre la Belgique et la France pour la réparation des dommages de guerre (art. 6) et approuvé par la loi du 13 novembre 1919, les dommages relatifs aux titres et valeurs au porteur sont exclus provisoirement du droit à la réparation.

Cette exclusion provisoire se justifiait alors, la réparation des dommages relatifs aux titres et valeurs au porteur ayant été réservée par la loi du 10 mai 1919 (art. 4), comme devant faire l'objet d'une loi spéciale.

La question a été réglée en Belgique par la loi du 24 juillet 1921; elle l'avait été en France par la loi du 17 avril 1919 (art. 2 et 14). Dans ces conditions, des négociations ont été entamées avec le Gouvernement français en vue de compléter, sur les points dont il s'agit, l'arrangement du 9 novembre 1919.

Ces négociations ont abouti le 14 décembre 1923 à la conclusion d'un accord additionnel au dit Arrangement. C'est cet accord que nous avons l'honneur de soumettre à l'approbation de la Législature.

Les dommages visés seront réparés par les législations belge et française : c'est-à-dire, lorsqu'il s'agit de sinistrés français en Belgique, d'après la valeur du titre au 1^{er} août 1914 ou au jour de son acquisition, si celle-ci est postérieure à cette date, la valeur étant fixée d'après le dernier cours coté, ou, à défaut, par une estimation (art. 38, loi du 24 juillet 1921); et, s'il s'agit de sinistrés belges en France, dans la mesure de la perte subie, évaluée d'après le dernier cours coté avant le jour de la fixation de l'indemnité, ou, à défaut, par une estimation directe (art. 14 de la loi française du 17 avril 1919).

Le paiement a lieu en titres de rente belge ou française du type de l'emprunt public le plus récent, la valeur étant calculée sur la base du taux d'émission de l'emprunt.

Ces titres sont nominatifs et inaliénables pendant cinq ans. La durée de l'inaliénabilité est réduite à deux ans lorsque le montant de l'indemnité est inférieur à 5,000 francs.

Cette clause d'inaliénabilité correspond aux dispositions et à l'esprit de l'Arrangement du 9 octobre 1919 d'après lesquels les indemnités doivent être remployées dans le pays qui a la charge du dommage, et des garanties doivent être prises en vue d'empêcher l'évasion des capitaux à l'étranger.

Les deux Gouvernements se réservent la faculté de se libérer par la remise aux intéressés de titres ou coupons de même nature que ceux qu'ils ont perdus.

Les arrérages de titres de rente délivrés tiennent lieu des intérêts sur les indemnités pour dommages de guerre tels qu'ils sont prévus par les législations belge et française, et ils commenceront à courir à dater de la mise en vigueur de l'accord.

Les délais normaux pour l'introduction des demandes d'indemnités pour dommage de guerre étant expirés tant en Belgique qu'en France, la Convention prévoit pour le dépôt des demandes relatives aux titres au porteur un délai de six mois, prenant cours le jour de la mise en vigueur du présent accord.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HYMANS.

Le Ministre des Affaires Économiques,

VAN DE VYVERE.



ACCORD ADDITIONNEL

à l'arrangement Franco-Belge du 9 octobre 1919 pour la réparation des dommages de guerre.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, également désireux d'étendre aux titres au porteur les dispositions de l'Arrangement franco-belge du 9 octobre 1919 pour la réparation des dommages de guerre, ont décidé de conclure à cet effet un Accord additionnel.

ARTICLE 1.

L'article VI de l'Arrangement du 9 octobre 1919 intervenu entre la Belgique et la France pour la réparation des dommages de guerre est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

ARTICLE 2.

Les dommages relatifs aux titres et valeurs au porteur, de quelque nature que soient ces titres et valeurs, subis en territoire français par des ressortissants belges, sont réparés dans la mesure de la perte subie, évaluée suivant les conditions prévues par les articles 2 et 14 de la loi française du 17 avril 1919. Le paiement a lieu en titres de rentes françaises du type de l'emprunt public le plus récent, la valeur étant calculée sur la base du taux d'émission de l'emprunt.

Ces titres sont nominatifs et inaliénables pendant cinq ans. La durée de l'inaliénabilité sera réduite à deux ans, lorsque le montant sera inférieur à 5,000 francs.

L'État français est subrogé dans tous les droits des attributaires pour poursuivre la restitution des titres ou coupons ayant motivé le paiement d'une indemnité dans les conditions ci-dessus, et conserve, dans tous les cas, la faculté de se libérer par la remise de titres ou coupons de même nature.

Les arrérages des titres de rente délivrés tiendront lieu des intérêts prévus à l'article 47 de la loi française du 17 avril 1919 et commenceront à courir à dater de la mise en vigueur du présent Accord.

ARTICLE 3.

Les dommages relatifs aux titres et valeurs au porteur, de quelque nature que soient ces titres et valeurs, subis en territoire belge par des ressortissants français, seront réparés dans la mesure de la perte subie, évalués suivant les conditions prévues par les articles 37 à 42 de la loi belge du 25 juillet 1921. Le paiement a lieu en titres de rente belge du type de l'emprunt public le plus récent, la valeur étant calculée sur la base d'émission de l'emprunt.

Ces titres sont nominatifs et inaliénables pendant cinq ans. La durée de l'inaliénabilité sera réduite à deux ans, lorsque le montant de l'indemnité sera inférieur à 5,000 francs.

L'État belge est subrogé dans tous les droits des attributaires pour poursuivre la restitution des titres ou coupons ayant motivé le paiement d'une indemnité dans les conditions ci-dessus et conserve, dans tous les cas, la faculté de se libérer par la remise des titres ou coupons de même nature.

Les arrérages des titres de rente délivrés tiendront lieu des intérêts prévus à l'article 50 des lois belges coordonnées des 10 mai 1919 et 6 septembre 1921 et commenceront à courir à dater de la mise en vigueur du présent Accord.

ARTICLE 4.

Le délai imparti aux bénéficiaires du présent Accord pour le dépôt de leurs demandes sera de six mois à compter de la date de la mise en vigueur du dit Accord.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Accord additionnel et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 14 décembre 1923.

E. DE GAIFFIER,
R. POINCARÉ.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 JUNI 1924.

Wetsontwerp

tot goedkeuring van de aanvullende overeenkomst gesloten te Parijs, den 14^e December 1923, met Frankrijk, om de bepalingen der Fransch-Belgische schikking van 9 October 1919 betreffende het herstel van oorlogsschade tot de titels aan houder uit te breiden.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN.

Luidens de termen der schikking gesloten, den 9^e October 1919, tusschen België en Frankrijk voor het herstel der oorlogsschade (art. 6) en goedgekeurd door de wet van 13 November 1919, is de schade betreffende titels en waarden aan houder voorloopig uitgesloten van het recht op herstel.

Deze voorloopige uitsluiting was toen gerechtvaardigd, daar de schade betreffende titels en waarden aan houder door de wet van 10 Mei 1919 (art. 4) voorbehouden geweest was om het voorwerp eener bijzondere wet uit te maken.

De kwestie werd in België geregeld door de wet van 24 Juli 1921; in Frankrijk was dat gebeurd door de wet van 17 April 1919 (art. 2 en 14). In deze omstandigheden werden onderhandelingen ingeleid met de Fransche Regeering, ten einde de schikking van 9 November 1919 ten opzichte der punten waarvan sprake aan te vullen.

Deze onderhandelingen hebben den 14^e December 1923 geleid tot het sluiten van een aanvullende overeenkomst bij de schikking. Het is deze overeenkomst die wij de eer hebben aan de goedkeuring der wetgevende macht voor te leggen.

De bedoelde schade zal vergoed worden op de wijze bepaald door de Belgische en de Fransche wetten, dat is te zeggen wanneer het Fransche geteisterden in België geldt, naar de waarde van den titel op 1 Augustus 1914 of op den dag van de aanwerving daarvan, indien deze na gezegden datum geschiedde, de waarde vastgesteld wordend volgens de laatste noteering, of, bij gebrek aan noteering, bij raming (art. 38, wet van 24 Juli 1921); en, wanneer het geteisterde Belgen in Frankrijk geldt, in de mate van de geleden schade, geschat volgens de laatste

noteering vóór den dag van de vaststelling der vergoeding, of, bij gebrek daarvan, door rechtstreeksche raming (art. 14 der Fransche wet van 17 April 1919).

De betaling heeft plaats in Belgische of Fransche rentetitels van het type der jongste openbare leening, de waarde berekend zijnde op de basis van den prijs van uitgifte der leening.

Deze titels zijn op naam en onvervreemdbaar gedurende vijf jaar. De duur der onvervreemdbaarheid wordt op twee jaar teruggebracht wanneer het bedrag der vergoeding onder de 5,000 frank blijft.

Deze bepaling van onvervreemdbaarheid stemt overeen met de beschikkingen en den geest der schikking van 9 October 1919, volgens welke de vergoedingen wederbelegd moeten worden in het land dat den last der schade draagt, terwijl er waarborgen moeten genomen worden om de uitwijking der kapitalen naar het buitenland te verhinderen.

De beide Regeeringen houden zich het recht voor zich te ontlasten door aan de belanghebbenden titels of coupons te overhandigen van denzelfden aard als degene die zij verloren hebben.

De achterstallen der afgeleverde rentetitels vervangen de interesten op de vergoedingen voor oorlogsschade, zooals zij door de Belgische en Fransche wetten voorzien zijn en zij zullen beginnen te loopen van den datum af waarop deze overeenkomst in werking treedt.

Aangezien de normale termijnen voor het indienen der vragen om vergoedingen voor oorlogsschade zoowel in België als in Frankrijk verlopen zijn, voorziet de Overeenkomst voor het nederleggen der aanvragen betrekking hebbend op titels aan houder, een termijn van zes maanden die begint te loopen van den dag af waarop deze overeenkomst in werking treedt.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. HYMANS.

De Minister van Economische Zaken.

A. VAN DE VYVERE.

AANVULLENDE OVEREENKOMST

bij de Fransch-Belgische schikking van 9 October 1919 voor het herstel van oorlogsschade.

DE REGEERING VAN ZIJNE MAJESTEIT DEN KONING DER BELGEN EN DE REGEERING DER FRANSCH REPUBLIEK, evenzeer wenshende de beschikkingen der Fransch-Belgische Schikking van 9 October 1919 voor het herstel van oorlogsschade tot de titels aan houder uit te breiden, hebben besloten te dien einde eene aanvullende Overeenkomst te sluiten.

ARTIKEL 1.

Artikel VI der Schikking van 9 October 1919, getroffen tusschen België en Frankrijk voor het herstel van oorlogsschade, wordt afgeschaft en door de volgende beschikkingen vervangen.

ARTIKEL 2.

De schade betreffende titels en waarden aan houder, van welken aard deze titels en waarden ook mogen zijn, geleden op Fransch grondgebied door Belgische onderhoorigen, wordt hersteld in de mate van het geleden verlies, geschat volgens de voorwaarden voorzien door artikels 2 en 14 der Fransche wet van 17 April 1919. De betaling geschiedt in Fransche rentetitels van het type der jongste openbare leening, de waarde berekend zijnde op de basis van den prijs van uitgifte der leening.

Deze titels zijn op naam en onvervreemdbaar gedurende vijf jaar. De duur der onvervreemdbaarheid zal op twee jaar teruggebracht worden, wanneer het bedrag der vergoeding onder de 5,000 frank blijft.

De Fransche Staat treedt in al de rechten der verkrijgers om de teruggave te bewerken der titels of coupons die het betalen eener vergoeding in de bovenvermelde voorwaarden gewettigd hebben en behoudt in alle geval het recht zich te ontlasten door de afgifte van gelijkaardige titels of coupons.

De achterstallen der afgeleverde rentetitels zullen de interesten vervangen voorzien in artikel 47 der Fransche wet van 17 April 1919 en zullen beginnen te loopen van den datum af waarop deze Overeenkomst in werking treedt.

ARTIKEL 3.

De schade betreffende titels en waarden aan houder, van welken aard deze titels en waarden ook mogen zijn, geleden op Belgisch grondgebied door Fransche onderhoorigen, zal hersteld worden in de mate van het geleden verlies geschat volgens de voorwaarden voorzien door artikels 37 tot 42 der Belgische wet van 26 Juli 1921. De betaling geschiedt in Belgische rentetitels van het type der jongste openbare leening, de waarde berekend zijnde op de basis van den prijs van uitgifte der leening.

Deze titels zijn op naam en onvervreemdbaar gedurende vijf jaar. De duur der

onvervreemdbaarheid zal op twee jaar worden teruggebracht, wanneer het bedrag der vergoeding onder de 5,000 frank blijft.

De Belgische Staat treedt in al de rechten der verkrijgers om de teruggave te bewerken der titels of coupons die het betalen eener vergoeding in de hierboven vermelde voorwaarden gewettigd hebben, en behoudt in alle geval het recht zich te ontlasten door de afgifte van gelijkaardige titels of coupons.

De achterstallen der afgeleverde rentetitels zullen de interesten vervangen voorzien in artikel 50 der Belgische samengeordende wetten van 10 Mei 1919 en van 6 September 1921, en zullen beginnen te loopen van den datum af waarop deze Overeenkomst in werking treedt.

ARTIKEL 4.

De termijn verleend aan de genietters dezer Overeenkomst voor het indienen hunner aanvragen zal een duur hebben van zes maanden te rekenen van den datum van het in werking treden van gezegde Overeenkomst.

Ter oorkonde waarvan, [de respectieve Gevolmachtigden deze aanvullende Overeenkomst onderteekend en ze met hunne stempels bekleed hebben.

Gedaan te Parijs, in dubbel exemplaar, den 14^e December 1923.

E. DE GAIFFIER,
R. POINCARÉ.

ANNEXE AU N° 339.

BIJLAGE VAN N° 339.

PROJET DE LOI

approuvant l'accord additionnel conclu à Paris, le 14 décembre 1923, avec la France, pour étendre aux titres au porteur les dispositions de l'Arrangement franco-belge du 9 octobre 1919 concernant la réparation des dommages de guerre.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de nos Ministres des Affaires Étrangères et des Affaires Économiques,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi, dont la teneur suit, sera présenté, en Notre Nom, aux Chambres législatives, par nos Ministres des Affaires Étrangères et des Affaires Économiques :

ARTICLE UNIQUE.

Est approuvé l'Accord additionnel conclu à Paris, le 14 décembre 1923, avec la France, pour étendre aux titres au porteur les dispositions de l'Arrangement franco-belge du 9 octobre

WETSONTWERP

tot goedkeuring van de aanvullende overeenkomst gesloten te Parijs den 14^{de} December 1923, met Frankrijk, om de bepalingen der Fransch-Belgische Schikking van den 9^{de} October 1919 betreffende het herstel van oorlogsschade tot de titels aan houder uit te breiden.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Economische Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, zal, in Onzen Naam, door Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Economische Zaken aan de Wetgevende Kamers voorgelegd worden :

EENIG ARTIKEL.

Is goedgekeurd de aanvullende Overeenkomst gesloten te Parijs den 14^{de} December 1923, met Frankrijk, om de bepalingen der Fransch-Belgische Schikking van den 9^{de} October 1919,

1919 concernant la réparation des
dommages de guerre.

betreffende het herstel van oorlogs-
schade tot de titels aan houder uit te
breiden.

Donné à Bruxelles, le 12 juin 1924.

Gegeven te Brussel, den 12^e Juni
1924.

ALBERT.

Par le Roi :

Van 's Konings wege :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. HYMANS.

Le Ministre des Affaires Économiques,

De Minister van Economische Zaken,

A. VAN DE VYVERE.

